

28 avril 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien tunisien "Le Temps" du 28 avril 2008, sur les relations franco-tunisiennes, la politique arabe de la France, l'Union pour la Méditerranée, la Francophonie et sur la crise alimentaire mondiale.

QUESTION - Monsieur le Président, c'est votre seconde visite en Tunisie en tant que Chef de l'Etat français. Quelle sera la contribution de cette visite à la consolidation des relations franco-tunisiennes ?

LE PRESIDENT - Les visites officielles sont des moments forts dans les relations entre deux pays et, en particulier, les visites d'Etat. Elles sont l'occasion de rencontres et d'échanges avec les autorités du pays et avec la population. Au cours de ma visite, je vais m'entretenir avec le Président Ben Ali, avec le Premier ministre tunisien mais j'ai également souhaité rencontrer des étudiants tunisiens devant qui je prononcerai un discours mercredi à l'INSAT, fleuron de l'enseignement supérieur en Tunisie ainsi que des chefs d'entreprises tunisiens, à l'occasion d'un forum des affaires organisé par les patronats tunisien et français. Ma visite en juillet dernier en Tunisie figurait parmi mes toutes premières visites hors d'Europe en tant que chef d'Etat et c'est dire l'importance que j'accorde à la relation franco-tunisienne. Cette visite d'Etat sera l'occasion de mieux connaître votre pays que j'apprécie beaucoup. J'ai aussi pour objectif de proposer de nouvelles pistes de coopération entre la France et la Tunisie, au-delà de ce que nous faisons déjà ensemble. J'ai tout d'abord souhaité que nous travaillions ensemble sur la gestion des migrations entre nos deux pays. Ces migrations légales sont le moteur de nos relations et elles doivent être facilitées, tout en s'attaquant, ensemble, à l'immigration illégale. Des Tunisiens vivant dans leur pays doivent pouvoir rendre visite à leurs familles résidant en France et des Tunisiens qui souhaitent acquérir une expérience professionnelle en France doivent pouvoir le faire car cette expérience sera bénéfique à la Tunisie. De même, les jeunes Tunisiens doivent pouvoir choisir la France pour poursuivre leurs études et leurs démarches doivent être facilitées. Autre nouvelle piste de coopération : la formation professionnelle, pour adapter le cursus universitaire aux besoins du marché du travail et pour que les diplômés tunisiens augmentent leurs chances de trouver un emploi à l'issue de leurs études. Toujours dans le domaine de l'emploi, nous souhaitons créer un centre des métiers de la mer. Dans le domaine de l'énergie nucléaire civile, la France et la Tunisie vont conclure un important accord de partenariat. Enfin, nous allons renforcer notre coopération en matière de tourisme pour que ce secteur important de l'économie tunisienne réponde encore mieux aux demandes des touristes en diversifiant son offre.

QUESTION - Vous situez votre présidence sous le signe de la «rupture». S'agissant de la politique étrangère la France, l'un des points de rupture que l'on vous attribue concerne votre revirement atlantiste. On parle aussi d'une volonté d'abandonner la traditionnelle «politique arabe de la France» en faveur d'un plus grand engagement envers Israël. Qu'en pensez-vous ?

LE PRESIDENT - Mon amitié pour les Etats-Unis est ancienne et connue. Je l'ai toujours assumée, et aujourd'hui encore je la revendique. Mais cette amitié, je l'ai toujours conçue comme une relation entre partenaires égaux et responsables. On peut être l'ami des Américains et

déterminer sa politique étrangère en toute indépendance. Être amis, cela n'oblige pas à être d'accord sur tout. Au contraire, l'amitié, la vraie, n'existe que dans la franchise. C'est pourquoi je rejette tout autant l'affrontement systématique et l'alignement de principe. Je suis convaincu qu'un dialogue amical et confiant avec les Etats-Unis est le meilleur moyen de faire passer nos idées, notre vision du monde, qui restent des idées et une vision françaises. Quant à la politique arabe de la France, il ne s'agit à l'évidence pas de l'abandonner mais de l'adapter, car le monde change, le monde arabe change, lui aussi. Si nous voulons garder une relation forte avec le monde arabe, et c'est ma volonté, notre relation doit prendre en compte ces changements. Qu'ai-je fait depuis que j'ai été élu ? La France a accueilli une très importante conférence des donateurs pour la Palestine. C'est là un engagement concret sur une zone qui est de loin l'une des plus fondamentales, et je n'entends pas en rester là, en particulier pendant la Présidence française de l'Union européenne. La France s'est également investie pour aider le Liban à surmonter ses difficultés. Notre présence dans le Golfe, qu'elle soit culturelle, économique ou militaire est plus forte que jamais. Et le Maghreb est au coeur de notre action extérieure : c'est là que nous consacrons la plus grande part de notre aide, c'est là où nous nous efforçons de renouveler notre partenariat et c'est dans cette région que j'ai déjà effectué six déplacements en moins d'un an. Enfin, j'ai lancé le très important chantier de l'Union pour la Méditerranée et j'y ai rallié tous nos partenaires européens. Si avec tout cela, vous arrivez encore à douter que le monde arabe n'est pas au coeur de mes priorités de politique étrangère ...

QUESTION - On a l'impression au Sud de la Méditerranée que, devant certaines résistances européennes notamment allemandes, la France a revu à la baisse ses ambitions pour l'Union méditerranéenne. Est-ce le cas ?

LE PRESIDENT - Les résistances que vous évoquez sont derrière nous et nos partenaires européens ont d'abord exprimé un intérêt fort pour ce projet et ont exprimé leurs attentes. Nous sommes ensuite parvenus à un accord, ce qui signifie que, désormais, ce projet est celui de l'ensemble des Européens et de l'ensemble des riverains de la Méditerranée. Il n'est plus seulement français mais européen et méditerranéen. C'est le signe de son succès et je suis fier que la France en ait été l'initiatrice. Partout, les idées fusent, des projets sont conçus en faveur de cette région du monde qui est à la fois notre berceau et notre avenir. On se lamentait que le processus de Barcelone, malgré ses acquis, marque le pas. Nous avons aujourd'hui une nouvelle dynamique au service des peuples de la Méditerranée et une opportunité historique de construire ensemble notre avenir commun. A nous de savoir la saisir.

QUESTION - Un peu partout dans le monde, et surtout dans les anciennes colonies de la France, la francophonie est en recul face à la poussée de l'anglais et des autres langues. Dans les pays maghrébins, par exemple, le lectorat francophone baisse en nombre et en qualité. Que peut faire votre gouvernement pour revitaliser la francophonie ?

LE PRESIDENT - Vous soulevez là une question très importante pour la France, même s'il faut nuancer votre analyse. En effet, le lectorat francophone en Algérie est plus vivace que jamais, le nombre de titres de la presse quotidienne en français dépasse de beaucoup celui des années 60 et les tirages y sont considérables. Nous sommes conscients toutefois que la langue française connaît un recul au moins qualitatif dans les pays du Maghreb, mais, parallèlement à ce recul, nous constatons une demande croissante en matière d'apprentissage du français. Je sais qu'en Tunisie comme dans d'autres pays, maîtriser le français représente une chance supplémentaire de trouver du travail. Il est donc de notre devoir de promouvoir la langue française et d'offrir aux Tunisiens, et aux jeunes en particulier, des opportunités d'apprentissage de notre langue. C'est pourquoi nous menons une coopération pour améliorer l'enseignement du français dans les universités tunisiennes et c'est pourquoi nous augmentons le nombre de places disponibles dans les établissements scolaires français en Tunisie. Pour la même raison, nous augmentons aussi les cours dispensés au Centre de langue de notre Ambassade à Tunis et de son antenne à Sfax. Enfin, dans le domaine universitaire, nous intensifions nos échanges et cherchons de nouvelles formules de coopération pour atteindre cette excellence plus que jamais nécessaire. Je salue à ce titre le projet de création de l'Université Dauphine Tunis, qui me paraît une réponse adaptée aux besoins du pays. Mais il faut à l'évidence faire plus, être plus présent. Et comme la bataille des

besoins du pays. Mais il faut à l'évidence faire plus, être plus présent. Et comme la bataille des idées est aussi aujourd'hui une bataille des images, j'ai souhaité une réorganisation de l'action audiovisuelle extérieure de la France pour être plus présents et mieux armés dans cette bataille. Le Maghreb est à l'évidence une zone d'audience importante pour les télévisions d'expression française et nous devons encourager les projets et nous montrer imaginatifs.

QUESTION - Les pays en développement font face à une grave crise provoquée par la hausse des prix des carburants et des produits alimentaires. Or, l'aide au développement a baissé au cours de l'année en cours. Celle de la France est passée de 0,47% du PIB en 2006 à 0,39% en 2007. Que peut faire la France pour aider à dissiper le spectre de la famine qui hante les pays du Sud ?

LE PRESIDENT - La priorité, c'est de répondre à l'urgence alimentaire, que certains ont qualifiée de « tsunami silencieux » et qui frappe les plus défavorisés. Le sujet a été abordé avec les grandes institutions financières multilatérales à Washington, elle le sera très vraisemblablement au G8. Dès cette année, la France a décidé de doubler son aide alimentaire pour la porter à 60 millions d'euros afin de répondre à l'urgence à cette crise. Mais nous devons également réfléchir à une réponse plus durable à la crise alimentaire mondiale, qui passe par une augmentation de la production agricole. Je souhaite promouvoir un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture afin de mieux coordonner les interventions des Nations Unies, des institutions financières internationales, des États, du secteur privé et des ONG. Ensemble, nous devons créer un nouveau consensus en faveur de la relance de la production agricole vivrière, notamment en Afrique. L'agriculture doit redevenir un secteur clé du développement.

Nous avons, par ailleurs, tous ensemble, une réflexion urgente à mener sur le meilleur moyen de lutter contre la dépendance énergétique et la dépendance alimentaire qui frappe de nombreux pays, au Nord mais surtout, parce que ses conséquences sont plus lourdes, au Sud. Il faut développer d'autres sources d'énergie, et c'est l'une des raisons de mon engagement à aider les pays qui le désirent à accéder au nucléaire civil. Il faut veiller à un développement respectueux de l'environnement et notamment soucieux d'une gestion optimale des ressources en eau, dans des régions comme le Maghreb. C'est l'objet de plusieurs projets que nous développons en partenariat avec la Tunisie par exemple. Plus généralement, c'est en luttant ensemble contre le réchauffement climatique, en parvenant à un accord universel sur le climat d'ici la fin de 2009 que nous parviendrons à relever les défis qui se présentent à nous, qu'il s'agisse de l'urgence alimentaire ou de l'urgence climatique. Enfin, et concernant plus particulièrement la Tunisie, laissez-moi vous dire que la France entend poursuivre son aide à la Tunisie et que les accords qui seront signés pendant cette visite, les conventions de financement qui seront accordées témoignent de l'engagement déterminé de la France d'aider au développement et à la croissance de votre pays.